



8 Place Malus - 18000 BOURGES
Tél 02 48 21 24 79
cgt.ud.cher@wanadoo.fr

18 DÉCEMBRE 2018

TOUJOURS MOBILISÉS POUR AUGMENTER LE SMIC, LES SALAIRES, LES PENSIONS, LES MINIMA SOCIAUX, POUR UNE SÉCURITÉ SOCIALE DE HAUT NIVEAU

C'est urgent, c'est nécessaire, c'est maintenant !!!

Pour la CGT, les revendications auxquelles il faut répondre, pour « un état d'urgence économique et social », sont : l'augmentation immédiate du Smic à 2.000 euros bruts, l'augmentation généralisée des salaires, des pensions, du point d'indice dans la fonction publique, plus de justice fiscale, le rétablissement de l'impôt sur la fortune, l'exigence de négociations sur les salaires dans les entreprises, des services publics qui répondent aux besoins, la relance de la politique industrielle.

Les mesures annoncées par Macron ne répondent en rien à l'urgence sociale : près de 10 millions de personnes vivent en dessous du seuil de pauvreté, et ce ne sont pas quelques euros qui vont leur changer la vie.

Les salariés ne demandent pas l'aumône mais une réelle reconnaissance de leur travail. Les privés d'emploi et les précaires subissent les choix désastreux du patronat.

Une vraie reconnaissance du travail, c'est prendre aussi en compte ceux qui ont travaillé toute leur vie et créé des richesses du fait de leur travail.

Or, l'annulation de l'augmentation de la CSG pour les retraités touchant moins de 2.000 euros de retraite pour l'année 2019, est un simulacre de réponse. Il faut abroger la CSG.

La prime exceptionnelle : elle est au « bon vouloir ». En réalité, beaucoup de salariés n'en verront pas la couleur et, cerise sur le gâteau, les entreprises qui le font déjà bénéficieront d'un effet d'aubaine par une exonération de cotisations sociales compensée financièrement par les salariés, avec nos impôts.

Macron continue sa politique au service du capital, ne demande rien au patronat. Il met en danger la Sécurité Sociale en désocialisant les heures supplémentaires.

La France est le pays où les grands patrons ont eu une augmentation de salaire de 10 % en 2017, atteignant en moyenne plus de 3,8 millions d'euros par an.

Sans vouloir, aujourd'hui, revenir sur les 200 milliards d'euros de cadeaux fiscaux donnés au patronat et notamment aux grandes entreprises, l'équilibre budgétaire se traduira par la double peine pour les salariés :

- ils paieront encore plus d'impôts à la place des entreprises et des dividendes versés aux actionnaires ;
- la réduction de la dépense publique se traduira par la dégradation des services publics, encore moins présents et aggravant les inégalités territoriales et sociales. Ce sera encore moins de fonctionnaires (infirmiers, aides-soignants, instituteurs, postiers, etc ...).

Pour la CGT, l'heure est à la mobilisation pour :

- **l'augmentation des salaires, du point d'indice des fonctionnaires ;**
- **pour une indemnisation de tous les chômeurs parce qu'on ne choisit pas d'être licencié ;**
- **pour la réduction du temps de travail à 32 heures ;**
- **pour l'augmentation des pensions, leur indexation sur les salaires, pour un départ à la retraite à 60 ans à taux plein avec un départ anticipé pour la reconnaissance de la pénibilité ;**
- **pour l'égalité salariale, il est inacceptable que les femmes perçoivent 25 % de moins que les hommes ;**
- **pour le rétablissement de l'impôt sur la fortune et un impôt progressif.**

Après le 18 décembre, la CGT appelle tous les salariés à poursuivre la mobilisation.

MARDI 18 DÉCEMBRE  RASSEMBLEMENT

BOURGES ⇨ **17 h 30 – devant la Sécurité Sociale**
Boulevard de la République